

L'ÉGALITÉ

de Roubaix - Tourcoing

ABONNEMENTS — Par an, 4 fr. 50; 6 mois, 2 fr. 50; 3 mois, 1 fr. 50. Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION — ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desarmont, 12, TOURCOING. Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX.

ANNONCES — A ROUBAIX, 93, Grande-Rue. A TOURCOING, 12, Rue Desarmont. A LILLE, 28, Rue de Fives.

Nous commencerons, dans notre numéro du jeudi 24 décembre, la publication d'un nouveau feuilleton

LE JUSTICIER

par **Cécile CASSOT**
Nos lecteurs liront certainement avec plaisir ce roman où les scènes touchantes succèdent aux situations les plus dramatiques et où l'intérêt va croissant, à mesure que se déroule le récit.

BULLETIN DU JOUR

La faillite de Méline

Mauvaise journée hier pour le gouvernement. La commission du budget, pour la majorité ministérielle.
C'est d'abord M. Boucher, ministre du commerce, qui reçoit, comme on dit, une tape légère. Car la Chambre, en ce jour, a voté, par 300 voix contre 200, la loi qui révoque M. Méline. Le ministre a-t-il été révoqué ? Non, mais il est certain que sa démission est devenue inévitable. Le ministre a-t-il été révoqué ? Non, mais il est certain que sa démission est devenue inévitable. Le ministre a-t-il été révoqué ? Non, mais il est certain que sa démission est devenue inévitable.

C'est en vertu de cette loi que les surtaxes de par les états l'ont été par l'ancien de peage sont appliquées aux navires étrangers importants des marchandises dans les ports de France et d'Algérie.

LES GASPILLAGES ADMINISTRATIFS AU SÉNAT

Paris, 19 décembre.
On n'a pas oublié les critiques très vives dont l'administration du Sénat a été l'objet cette année, tant dans la presse qu'à la Chambre. Le ministre des colonies vient d'adresser à M. d'Estournelles, député de la Sarthe, qui les avait portées à la tribune, une lettre dans laquelle il dit qu'il s'attachera à prévenir le retour des critiques formulées.

LE CONGRÈS DES ÉTUDIANTS SOCIALISTES

Bruxelles, 19 décembre.
Le Congrès international des étudiants socialistes de France sortant, à nos amis. Pour Paris, le groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, le groupe d'études économiques et le Cercle des étudiants collectivistes. Pour Montpellier, le groupe des étudiants collectivistes. Pour Lille, le groupe d'études, etc., etc.

LES TROUBLES UNIVERSITAIRES EN RUSSIE

Londres, 19 décembre.
Le correspondant du Standard à Moscou télégraphie que les troubles universitaires sont terminés.

LA RUSSIE ET LA CRISE ORIENTALE

Saint-Petersbourg, 19 décembre.
Les journaux anglais nous obligent de nous à démentir leurs dernières assertions. Ils affirment maintenant qu'il n'existerait aucune entente particulière entre la Russie et l'Angleterre au sujet du règlement de la crise orientale. Cette nouvelle affirmation est aussi exacte que les précédentes, publiées par la presse anglaise à ce sujet.

TRIPATROUILLAGES DE SCRUTIN

Paris, 19 décembre.
Mercredi, sur le budget des invalides de la marine, M. Le Moigne, député de la Manche, présentait à la Chambre un amendement qui avait pour objet l'application de la loi qui a réglé les pensions des invalides de la marine. Cet amendement fut combattu par le ministre de la marine et par le gouvernement, et, après le scrutin, le président annonça qu'il était repoussé par 303 contre 235.

UN DUEL MORTEL A TUNIS

Tunis, 19 décembre.
Un duel à l'épée a eu lieu hier matin, entre le capitaine de frégate Servonnat, attaché naval à la résidence de France, et M. Maillot, médecin à la résidence. A la deuxième reprise, le commandant Servonnat a été traversé de part en part par l'épée de son adversaire ; il est mort sur le coup.

Autour d'un Budget LILLE-SOCIALISTE

La Municipalité de Lille et l'Enseignement : L'Institut industriel. — Les Étudiants. — Bourses d'Enseignement Supérieur et Secondaire. — Cours municipaux, etc. — Réjouissances gratuites. — Concerts et théâtre. — Les salaires des employés de la ville.

Il est, nous avons rapidement esquissé l'œuvre que la Municipalité de Lille, usant pour la première fois de son budget — et dans des conditions relativement défavorables encore, — essayait d'accomplir au point de vue de la solidarité sociale qui considérablement comme une obligation légale est devenue, pour les élus du mois de mai dernier, « le premier et le plus sacré des devoirs ».

Il est, nous avons rapidement esquissé l'œuvre que la Municipalité de Lille, usant pour la première fois de son budget — et dans des conditions relativement défavorables encore, — essayait d'accomplir au point de vue de la solidarité sociale qui considérablement comme une obligation légale est devenue, pour les élus du mois de mai dernier, « le premier et le plus sacré des devoirs ».

Il est, nous avons rapidement esquissé l'œuvre que la Municipalité de Lille, usant pour la première fois de son budget — et dans des conditions relativement défavorables encore, — essayait d'accomplir au point de vue de la solidarité sociale qui considérablement comme une obligation légale est devenue, pour les élus du mois de mai dernier, « le premier et le plus sacré des devoirs ».

Il est, nous avons rapidement esquissé l'œuvre que la Municipalité de Lille, usant pour la première fois de son budget — et dans des conditions relativement défavorables encore, — essayait d'accomplir au point de vue de la solidarité sociale qui considérablement comme une obligation légale est devenue, pour les élus du mois de mai dernier, « le premier et le plus sacré des devoirs ».

Il est, nous avons rapidement esquissé l'œuvre que la Municipalité de Lille, usant pour la première fois de son budget — et dans des conditions relativement défavorables encore, — essayait d'accomplir au point de vue de la solidarité sociale qui considérablement comme une obligation légale est devenue, pour les élus du mois de mai dernier, « le premier et le plus sacré des devoirs ».

grincements de dents dans le « monde des chevaux », mais, seule la société protectrice des animaux aura quelque droit de protester.

Le Théâtre

La subvention accordée au Théâtre est de 80,000 francs. Ce crédit est maintenu dans les conditions suivantes : 40,000 francs sont inscrits pour la fin de l'année théâtrale en cours et 40,000 francs pour l'ouverture de la prochaine saison ; mais, dans l'intervalle, la nouvelle municipalité se propose d'introduire, dans le cahier des charges, une clause en vertu de laquelle la direction du Théâtre serait obligée de donner un certain nombre de représentations gratuites aux vieillards des hospices, aux enfants des écoles et aux autres catégories de « sévres » des plaisirs qui sont aujourd'hui l'appanage presque exclusif de la bourgeoisie.

Les Employés de la Ville

La presse bien pensante s'est elle assez appliquée ces derniers temps sur le sort de cette intéressante corporation ! On a parlé de « coupes sordides » tout comme si Delory et ses collègues avaient des rapports même lointains avec feu Chesnay ce procureur de cynisme mémoire qui opérait chez les derniers grèves. Mais ce n'est pas le moment d'établir le droit absolu d'une municipalité de s'entourer d'un personnel de confiance. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet. Aujourd'hui nous nous bornons à indiquer les réformes budgétaires proposées en faveur des employés municipaux.

Le budget de la guerre

La Chambre reprend la discussion du budget de la guerre. Les chapitres 44 et 45 sont adoptés. Jeudi, sur le chapitre 41 (poudres et salpêtres), appelle la surveillance de la Chambre sur les ouvriers auxiliaires des services de guerre. Le crédit de 200,000 francs alloué au gouvernement pour le retrait des ouvriers des autres services de la guerre ?

Le général Billot

Le général Billot. — La jurisprudence ne permet malheureusement pas de leur accorder une pension. Les chapitres 48, 49 et 50 sont adoptés. M. Baillie. — A l'occasion du chapitre 51 (solde des officiers généraux), je demande une augmentation d'un million pour solde des généraux mis à la disposition du ministre comme ne pouvant satisfaire aux exigences du service soit au point de vue physique, soit à celui des aptitudes au commandement. Cet amendement permettra de faire passer au cadre de réserve un certain nombre de généraux fatigués.

La Crise Agricole

M. Maurice Allard reconnaît, dans la Loi, que la crise agricole n'est, en somme, qu'une manifestation du mal social qui domine actuellement toutes les sociétés civilisées du globe. Le prolétariat des champs, comme celui des villes, se débat au milieu de plus inextricables difficultés. Eh bien ! De tout ce prolétariat M. Méline ne se préoccupe pas ! Pour lui n'existent que les gros propriétaires, et c'est pour eux seuls qu'il travaille.

Le décret de clôture

Le décret de clôture. — La parole est à M. le président du conseil. Au 1^{er} l'extrême gauche. M. Méline donne lecture du décret de clôture. M. le président. — Acte est donné de décret de la Chambre vient d'entendre lecture. Le décret sera inséré au procès-verbal de la séance de ce jour et déposé aux archives.

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

AVANT LA SÉANCE

LA SÉANCE

Présidence de M. Brisson. La séance est ouverte à 1 h. 30. M. Méline, Cochery et le général Billot ont au banc du gouvernement. Le DEPARTAMENT GENERAL. Déjà déposé sa proposition tendant à un désarmement général, il demande l'urgence en faveur de cette proposition. L'urgence, en effet, dit-il, accomplir un œuvre d'humanité en empêchant de faire prendre toutes les précautions nécessaires pour consolider la paix.

Le budget de la guerre

La Chambre reprend la discussion du budget de la guerre. Les chapitres 44 et 45 sont adoptés. Jeudi, sur le chapitre 41 (poudres et salpêtres), appelle la surveillance de la Chambre sur les ouvriers auxiliaires des services de guerre. Le crédit de 200,000 francs alloué au gouvernement pour le retrait des ouvriers des autres services de la guerre ?

Le général Billot

Le général Billot. — La jurisprudence ne permet malheureusement pas de leur accorder une pension. Les chapitres 48, 49 et 50 sont adoptés. M. Baillie. — A l'occasion du chapitre 51 (solde des officiers généraux), je demande une augmentation d'un million pour solde des généraux mis à la disposition du ministre comme ne pouvant satisfaire aux exigences du service soit au point de vue physique, soit à celui des aptitudes au commandement. Cet amendement permettra de faire passer au cadre de réserve un certain nombre de généraux fatigués.

La Crise Agricole

M. Maurice Allard reconnaît, dans la Loi, que la crise agricole n'est, en somme, qu'une manifestation du mal social qui domine actuellement toutes les sociétés civilisées du globe. Le prolétariat des champs, comme celui des villes, se débat au milieu de plus inextricables difficultés. Eh bien ! De tout ce prolétariat M. Méline ne se préoccupe pas ! Pour lui n'existent que les gros propriétaires, et c'est pour eux seuls qu'il travaille.

Le décret de clôture

Le décret de clôture. — La parole est à M. le président du conseil. Au 1^{er} l'extrême gauche. M. Méline donne lecture du décret de clôture. M. le président. — Acte est donné de décret de la Chambre vient d'entendre lecture. Le décret sera inséré au procès-verbal de la séance de ce jour et déposé aux archives.